

LE MOUVEMENT DE PROTESTATION SE MONTRE INTRANSIGEANT

Les militants FLN de l'ouest exigent le départ de Belkhadem

La résolution, adoptée au terme de la réunion de l'instance exécutive du FLN, qui s'est tenue les 29 et 30 décembre dernier, ne semble avoir eu aucun effet sur la base de ce parti. Le mouvement de contestation exige toujours le départ de la direction, à sa tête Abdelaziz Belkhadem, ainsi que la tenue « en urgence » d'une session du conseil national.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ces revendications ont été réitérées ces derniers jours à l'occasion de deux rencontres qui ont rassemblé des représentants du FLN des wilayas de l'ouest et du sud-ouest.

« Nous, cadres et militants du Front de libération nationale, réunis le 7 janvier à Mostaganem et le 10 janvier à Sidi-Bel-Abbès, avons effectué un constat de la situation interne du parti suite à la réunion de l'instance exécutive. Nous estimons que le secrétariat de cette

conseil national. Les revendications que nous exprimons sont celles de la base militante du parti et ne sont aucunement à mettre sur le compte d'un positionnement ou d'un quelconque mécontentement né à l'occasion des élections », précisent enfin les participants à ces deux rencontres régionales.

A travers ce communiqué, les militants FLN de l'ouest et du sud-ouest désapprouvent la stratégie mise en œuvre par leur direction à l'occasion de la tenue de la réunion de l'instance exécutive. Cette stratégie se base sur une seule action politique : soutenir un troisième mandat présidentiel en faveur de Abdelaziz Bouteflika. La tactique mise au point par Belkhadem devrait lui

permettre d'étouffer tout mouvement de contestation. Elle semble avoir été efficace lors de la réunion de l'instance exécutive. Les quelques voix qui s'étaient élevées contre Belkhadem quelques jours avant cette rencontre avaient fini par se taire.

Le secrétaire général de l'instance exécutive prévoit d'user de la même manœuvre lors de la session du conseil national prévue pour le mois de mars prochain.

Le soutien à Bouteflika sera, en effet, le seul et unique point inscrit à l'ordre du jour. Mais au vu de la protesta qui s'amplifie au niveau de la base militante de ce parti, la situation pourrait devenir ingérable pour l'actuelle direction.

T. H.

ÉLUS LOCAUX DU RCD

Création en février d'une fédération nationale

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) travaille assidûment à structurer la Fédération nationale de ses élus locaux (Fnel). L'acte constitutif de cette organisation interviendra, apprend-on auprès du parti, dans la foulée de deux journées d'études et de débats retenues pour les 5 et 6 février prochain à Alger.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La commission de suivi des élections locales, présidée par le président du parti, Saïd Sadi, et qui associe six secrétaires nationaux, le vice-président du groupe parlementaire et le président de la fédération des élus locaux (FEL), a achevé l'évaluation du scrutin du 29 novembre dernier. Elle a tenu sa dernière séance de travail le mardi 7 janvier. Ses conclusions, informe-t-on au niveau du parti,

que des représentants des organisations européennes impliqués dans les institutions locales (mairies et conseils régionaux).

Lors de cette même cérémonie, informe le RCD, il sera procédé à l'adoption des statuts de la FNEL. Cette fédération aura à charge de développer les échanges intercommunautaires entre les municipalités gérées par le parti, établir des relations avec les ONG qui travaillent à aider à la démocratie dans la rive sud de la Méditerranée par le développement local et enfin protéger les intérêts moraux et matériels des élus locaux face aux éventuels abus de l'administration. La FNEL mise sur pied, le

RCD enchaînera avec la tenue les 7 et 8 février d'une session de son conseil national.

A l'ordre du jour de cette session, qui coïncidera avec la célébration du 19^e anniversaire du parti, se trouve inscrite l'analyse et le débat autour de la situation politique dans le pays. Essentiellement, il sera question des derniers développements politiques que le parti comprend déjà comme « un coup d'Etat blanc visant à changer la Constitution pour pérenniser les dirigeants en place et remettant en cause toute idée d'alternance ».

Le RCD informe aussi que son conseil national se penchera sur la situation sécuritaire.

S. A. I.

Deux nouveaux groupes de harragas interceptés

Le phénomène ne semble vouloir connaître aucune accalmie, en dépit des risques énormes qu'ils encourent.

Ainsi, ce sont à nouveau deux groupes distincts de harragas qui ont été interceptés en mer avant-hier, par les vedettes des unités des gardes-côtes de la façade maritime ouest.

Le premier groupe, composé de neuf candidats à l'immigration clandestine a été intercepté en mer à 50 milles des côtes de Beni Saf.

Il était 8h 10, ce jeudi, lorsque l'interception s'est produite ; ces harragas tous originaires d'Oran à l'exception de deux d'entre eux qui résident à

Relizane, se trouvaient à bord d'un Zodiac pneumatique.

Le deuxième groupe intercepté est composé de seize personnes.

Ils se trouvaient à bord d'un Zodiac avec une avarie de moteur lorsqu'ils ont été découverts par les gardes-côtes.

Interceptés à 9h 15, le jeudi, à quelque 39 milles toujours de Béni-Saf, tous ces candidats ont été ramenés au port d'Oran et remis aux services de sécurité. Ils seront probablement poursuivis pour tentative d'immigration clandestine.

Fayçal M.

L'ESPAGNE APPUIE LE PROJET D'UNION MÉDITERRANÉENNE

Vers une consultation des pays riverains de l'Europe

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, vient officiellement de rallier le président français, Nicolas Sarkozy, dans sa démarche pour la construction d'une Union méditerranéenne.

A l'occasion de la tenue à Paris du 20^e sommet France/Espagne, M. Zapatero a affiché l'adhésion de l'Espagne à ce projet, et même plus. Les deux dirigeants européens travailleront « la main dans la main » sur ce projet et prépareront ensemble une tournée commune en Méditerranée, dans la perspective de l'organisation d'un sommet euro-méditerranéen, le 13 juillet à Paris, voire juste après la succession de la France à la présidence de l'Union européenne prévue pour le 1^{er} juillet 2008.

Ainsi donc, il n'a pas fallu beaucoup de temps pour le président français de convaincre ses partenaires en Espagne et en Italie de la nécessité de fonder un partenariat exceptionnel et une nouvelle politique de bon voisinage avec les pays de la Méditerranée. Il faut rappeler que ces deux pays de l'Europe étaient parmi les premiers à être consultés sur ce projet et ont approuvé l'idée, à condition que celle-ci soit plus claire. Nicolas Sarkozy s'est montré ainsi convaincant en précisant que son projet préconise « une politique Euromed resserrée. Avec, sur la rive nord, sept acteurs (France, Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre et Malte) et, au sud, le Maghreb, l'Égypte, Israël, l'Autorité palestinienne, le Liban, la Syrie et la Turquie.

Les pays européens ont, dès lors, compris les enjeux, notamment ceux relatifs à la consolidation et à la protection de l'espace européen, face à la concurrence asiatique et américaine. D'autant plus que des contrats stratégiques lient les deux rives de la Méditerranée. « L'Union méditerranéenne aura pour vocation d'être le cœur et le moteur de la coopération en Méditerranée et pour la Méditerranée. Elle devrait viser à rendre plus claires et visibles les actions que les différentes institutions développent en faveur de la Méditerranée. L'Union devrait être fondée sur le principe de la coopération et non sur celui de l'intégration », avait annoncé auparavant le président français. Si la politique de ce projet se clarifie aux multiples échanges et rencontres entre chefs d'Etat européens, il n'en demeure pas moins qu'un travail de proximité doit être engagé à l'encontre des pays de la Méditerranée et les associer à ce projet. C'est le travail qu'a tenté de faire le président français lors de sa tournée en juillet 2007 dans les pays du Maghreb, mais qui n'a pas levé toutes les interrogations sur les enjeux cachés de cette nouvelle union. Même si le président Bouteflika s'est montré favorable à ce projet, il est cependant prématuré de connaître la position claire de l'Algérie, tant les lignes directrices de cette nouvelle politique euro-méditerranéenne ne sont pas encore balisées. Faut-il dans ce sillage rappeler le refus d'Alger pour la politique européenne de voisinage qui imposait des conditions draconiennes en matière de démocratie, de justice, de lutte contre la corruption et la lutte antiterroriste.

La crise au Proche-Orient n'a pas, non plus, fait l'unanimité des pays du Maghreb dans le cadre du processus de Barcelone. Alors, qu'elle sera la position du Maghreb concernant l'Union méditerranéenne, en sachant que celle-ci est une conciliation entre les deux politiques sus-citées. Toutes ces questions seront étudiées et trouveront, certes, des réponses lors de la réunion qui regroupera les chefs d'Etat et de gouvernement des pays riverains de la Méditerranée avec les pays de l'Union européenne le 14 juillet à Paris pour définir leur vision commune de ce projet. Mais avant cela, le président français a convenu avec ses homologues italien et espagnol d'entamer, dès les mois qui viennent, des travaux préparatoires en étroite consultation avec les pays appelés à y participer.

Ces travaux auront pour but d'identifier les domaines de coopération prioritaire, les projets les plus appropriés, l'étude de leur faisabilité et des sources de financement. Ces rencontres seront l'occasion de définir la liste des acteurs qui souhaiteraient s'engager dans chaque projet concret et de fait, dans l'Union méditerranéenne. Avec la précision de l'Europe que la nouvelle Union méditerranéenne « n'aura pas la vocation à se substituer aux procédures de coopération et de dialogue qui réunissent déjà les pays de la Méditerranée, mais de les compléter, et à leur donner une impulsion supplémentaire dans un esprit de complémentarité et de coopération avec toutes les institutions existantes ».

Rosa Mansouri